

PESTICIDES INTERDITS

Un pesticide de Syngenta pollue l'eau potable au Costa Rica



Public Eye

Grâce à vous!

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres, donateurs et donatrices.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

publiceye.ch/cadeau

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye pour 75 fr. par an. Vous recevrez ainsi régulièrement notre magazine.

publiceye.ch/membres

Pour en savoir plus sur notre travail, commandez gratuitement un abonnement à l'essai.

publiceye.ch/abo-essai

ÉDITION

Ariane Bahri (FR) et
Romeo Regenass (DE)

TRADUCTION

Maxime Ferréol

MISE EN PAGES & INFOGRAPHIES
opak.cc

PHOTO DE COUVERTURE

© Jose Díaz

IMPRESSION

Stämpfli Communication, Berne
Rebello & PerlenValue, FSC

TIRAGE

FR: 10 300 ex. / DE: 29 600 ex.

ISSN

ISSN 2504-1258

CONTACT

Public Eye
Avenue Charles-Dickens 4
CH-1006 Lausanne

Tél. +41 (0)21 620 03 03
contact@publiceye.ch
publiceye.ch

Paraît six fois par année
en français et allemand.
Cotisation-abonnement
annuelle 75 fr.

COMPTE DE DONNS

IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5



Le business sans scrupules des pesticides dangereux

Au Costa Rica, Syngenta vend des pesticides qui sont interdits en Suisse et dans l'UE parce qu'ils polluent les nappes phréatiques et sont présumés cancérigènes. Le groupe bâlois s'adonne à ce business sans rougir et s'est même opposé en justice à la décision du Conseil fédéral de retirer l'autorisation du pesticide chlorothalonil. Pendant ce temps, au Costa Rica, l'État doit approvisionner des villages entiers en eau potable. Des camions doivent y apporter de l'eau propre car les sources locales sont contaminées et dangereuses pour la santé de la population.

Le scénario n'a malheureusement rien de nouveau : une fois de plus, une multinationale suisse menace sans scrupules les ressources naturelles de la population d'un pays du Sud. Le profit avant tout. Et tant que la responsabilité des multinationales restera une promesse en l'air, Syngenta n'aura toujours aucun compte à rendre. Il est grand temps que cela change.

Le problème ne concerne pas uniquement la population du Costa Rica : des pesticides interdits sur notre sol, dont le chlorothalonil, terminent souvent dans nos assiettes à travers les importations de légumes, d'herbes et de fruits exotiques, ou dans des boissons à la mode comme la caïpirinha. Nous avons déjà mis cela en évidence fin mai, sur notre site internet, en analysant les données publiées par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires.

Depuis un certain temps, la mode est aux jeans qui, neufs, semblent avoir déjà été portés pendant des années. Ce que peu de gens savent, c'est que ce style demande de blanchir les jeans à l'aide de sable ou de produits chimiques, et que ce procédé a de lourdes conséquences sur la santé des personnes qui le pratiquent, sans protection. Bego Demir était longtemps « sableur » en Turquie, il y a laissé sa santé et a perdu 46 % de sa fonction pulmonaire. Dans ce magazine, découvrez comment Demir est ensuite devenu activiste pour améliorer les conditions de travail dans l'industrie textile.

Romeo Regenass, rédacteur magazine et publications



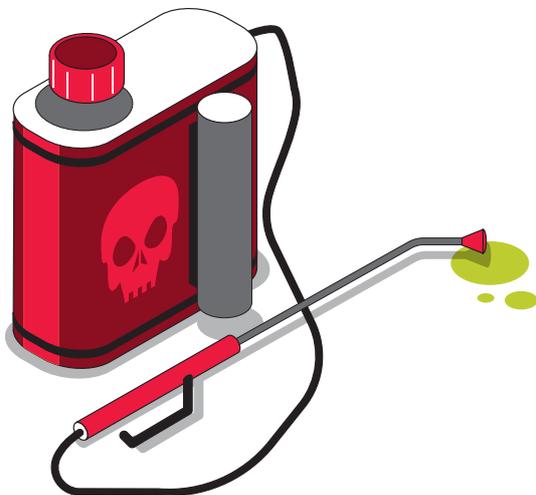
04 Un pesticide interdit en Europe pollue l'eau au Costa Rica

Une enquête exclusive de Public Eye et Unerthed révèle comment un pesticide extrêmement dangereux, interdit en Europe et en Suisse, pollue l'eau potable au Costa Rica et met en danger la santé de la population.

Depuis l'interdiction du chlorothalonil dans ses propres champs fin 2019, l'UE a livré au Costa Rica pas moins de 130 tonnes de ce pesticide. Le plus grand exportateur européen est le groupe suisse Syngenta.

27 Le mot du moment : chlorothalonil

Notre nouvelle rubrique « Le mot du moment » s'interroge sur la magie qui semble entourer les exportations de pesticides.



18 Bego Demir ; de sableur de jeans à producteur éthique

Le travail de sablage dans une usine de jeans a détruit les poumons de Bego Demir. Aujourd'hui, ce militant de 42 ans dirige la Campagne Clean Clothes en Turquie. Dans cette interview exclusive, il nous parle de ce qui l'a mené à créer sa propre marque.

23 Health is not a game

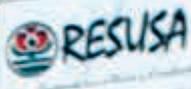
En marge de l'Assemblée mondiale de la santé, Public Eye et Health Action International ont organisé une action devant le siège des Nations unies pour rappeler aux États membres que la santé n'est pas un jeu.

24 #StopCharbon : journée d'action nationale

Le 22 avril, les bénévoles des groupes régionaux de Public Eye ont mené des actions dans plusieurs villes pour attirer l'attention sur le rôle de la Suisse dans le commerce international du charbon.

26 La tragédie du Rana Plaza

Le 24 avril, la Campagne Clean Clothes a organisé, en collaboration avec Public Eye et d'autres organisations, un rassemblement à Berne en l'honneur des victimes du Rana Plaza, qui s'est effondré il y a maintenant dix ans.



Comment un pesticide interdit en Europe pollue l'eau au Costa Rica

Depuis des mois, les autorités costariciennes doivent livrer par camion de l'eau potable à la population de Cipreses et Santa Rosa, dont les sources ont été contaminées par le chlorothalonil, un pesticide interdit en Europe, mais toujours vendu au Costa Rica par Syngenta et d'autres entreprises européennes. Dans ce pays, qui n'a pas les capacités pour contrôler de manière systématique la présence de ce polluant dans son eau, le problème pourrait être bien plus étendu.

ÁLVARO MURILLO (JOURNALISTE INDÉPENDANT, MANDATÉ PAR PUBLIC EYE ET UNEARTHED)

Lorsqu'ils ont appris qu'un premier camion d'eau potable était en route pour Cipreses, les habitants et habitantes qui alertaient de longue date sur la pollution des sources d'eau ont su que leurs inquiétudes avaient enfin été entendues. Les autorités avaient finalement décidé d'amener de l'eau à ce village de montagne du Costa Rica, après que des résidus du chlorothalonil eurent été détectés dans les sources locales, à des niveaux jusqu'à 200 fois supérieurs à la limite légale. Ce fongicide, fréquemment utilisé dans les exploitations agricoles du Costa Rica, est interdit en Europe car il contamine les eaux souterraines et a été reconnu « cancérogène présumé pour l'être humain ».

C'était le samedi 22 octobre 2022. Deux jours plus tôt, le ministère de la Santé avait interdit aux 5000 personnes qui dépendent du système d'approvisionnement de Cipreses de boire l'eau du robinet ou de l'utiliser pour cuisiner. Le camion-citerne est arrivé à 8 h 50. Les membres de l'association EcoCipreses étaient content-e-s de voir que les choses bougeaient enfin, huit ans après les premiers soupçons émis par une habitante. Mais les activistes savaient aussi que le problème ne se limitait certainement pas à Cipreses.

Ces craintes ont été confirmées moins de deux semaines plus tard. Alors que les autorités envisageaient

de raccorder Cipreses aux sources d'eau utilisées par le village voisin, Santa Rosa, des analyses ont révélé que la plupart d'entre elles étaient également contaminées par des métabolites du chlorothalonil – des molécules issues de sa dégradation dans l'environnement. Le 4 novembre, le ministère de la Santé a ordonné la fermeture de cinq sources à Santa Rosa. En mars 2023, des métabolites de chlorothalonil ont été détectés dans une sixième source, fermée à son tour.

Selon José Sánchez Redondo, président de l'autorité locale responsable de la gestion du système d'approvisionnement en eau de Santa Rosa (connue sous le nom d'ASADA d'après ses initiales en espagnol), ce n'est certainement que la partie émergée de l'iceberg. Cipreses et Santa Rosa se trouvent dans la région agricole du nord de la province de Cartago, près de la capitale San José, où les agriculteurs pulvérisent, depuis des décennies, de grandes quantités de chlorothalonil. Située sur les flancs fertiles du volcan Irazú, dans la chaîne montagneuse centrale du Costa Rica, cette région compte 72 000 habitant-e-s et fournit 70 % de la production de légumes du pays.

« Une urgence régionale »

Sánchez Redondo pense que la contamination pourrait y être généralisée. « La logique veut que lorsque de nouvelles analyses seront réalisées, on découvrira que toutes les sources de la région sont polluées, parce que les types d'agriculture et de sol sont les mêmes », déclarait-il à Uneathed et Public Eye en mars dernier, quelques jours après avoir appris qu'une autre source de Santa Rosa allait

← L'eau potable de la source locale étant contaminée en raison de l'utilisation importante de pesticides, la population du village de Santa Rosa est approvisionnée par des camions-citernes.

être fermée. « Ce n'est plus le problème d'un seul village, mais une urgence régionale. »

Dans les faits, personne ne connaît l'ampleur réelle de la pollution ni combien de personnes au Costa Rica sont exposées. Les autorités n'ont jamais analysé l'eau potable de manière systématique afin de détecter la présence de chlorothalonil, l'un des pesticides les plus utilisés dans le pays. Elles n'ont par ailleurs pas les moyens techniques pour détecter ses métabolites. Ces substances, issues de la dégradation du chlorothalonil dans l'environnement, se retrouvent dans les eaux souterraines et peuvent également présenter des risques pour la santé.

La pollution de l'eau à Cipreses et Santa Rosa n'aurait probablement jamais été détectée si un groupe d'habitant-e-s n'avait pas fait part de ses soupçons et demandé que l'eau soit testée. Ou sans le travail des spécialistes de l'Institut régional d'études des substances toxiques (IRET), de l'Université nationale du Costa Rica, qui ont accepté d'effectuer gratuitement des analyses.

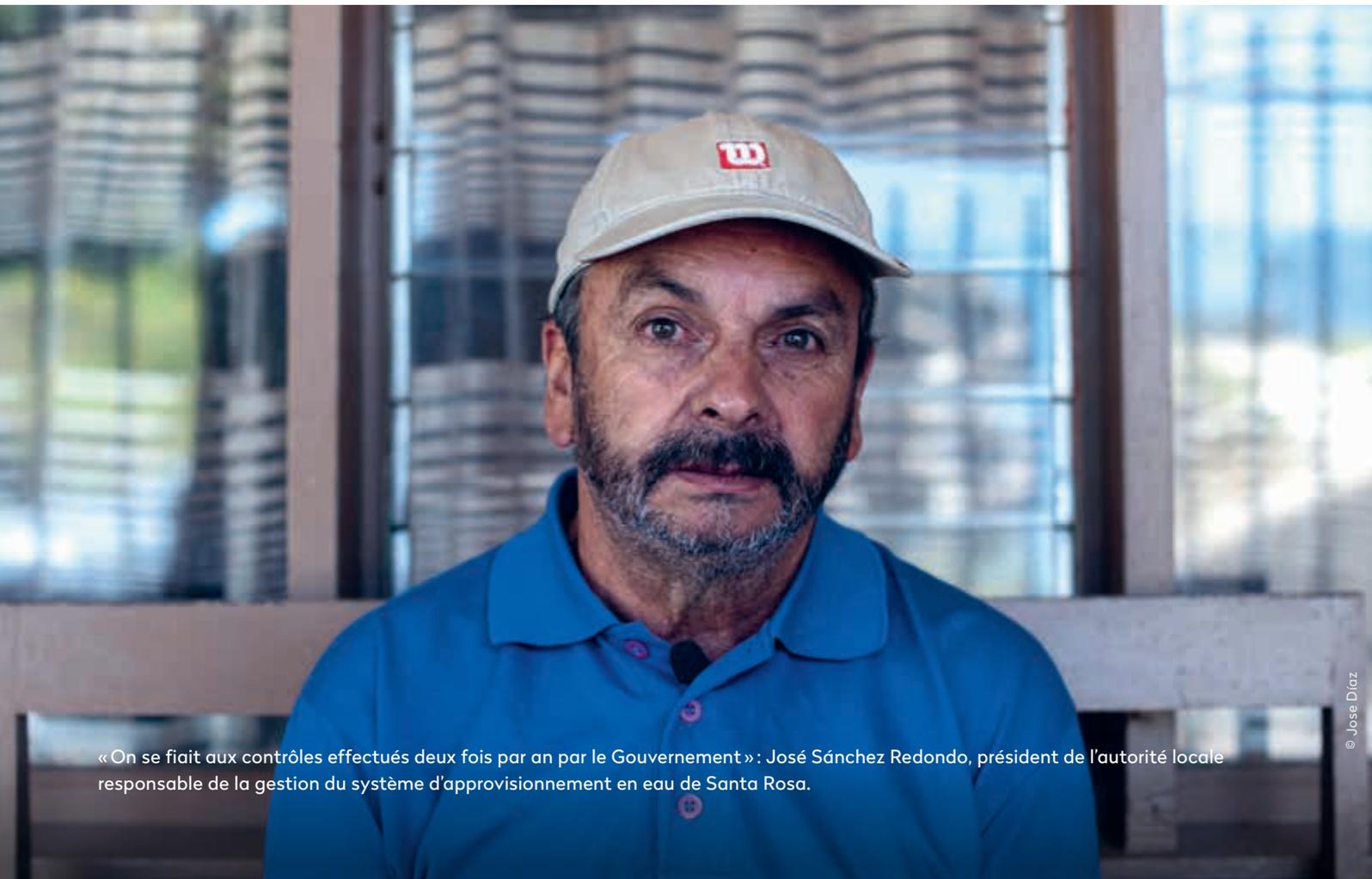
« On se fiait aux contrôles effectués deux fois par an par le Gouvernement », explique José Sánchez Redondo. « On n'aurait jamais pensé que cela puisse se produire. » L'association écologiste EcoCipreses et les experts de l'IRET partagent ses inquiétudes et craignent que la contamination ne touche l'ensemble de la région agricole du nord de la province de Cartago.

En dépit de ces risques, les agriculteurs et agricultrices de cette région, où presque tout le monde vit de la production de pommes de terre, de carottes, d'oignons ou de choux, continuent de pulvériser de grandes quantités de chlorothalonil sur leurs cultures.

Et bien que ce pesticide soit maintenant interdit dans l'Union européenne (UE), au Royaume-Uni et en Suisse, en raison des risques pour l'eau potable et la santé, des entreprises européennes continuent de vendre en grandes quantités du chlorothalonil au Costa Rica.

Selon les données officielles des douanes du Costa Rica analysées par Unearted et Public Eye, les produits commercialisés par Syngenta représentaient plus du quart des importations de chlorothalonil entre 2020 et 2022. Une part de marché plus importante que celle de tout autre fabricant. D'autres entreprises agrochimiques européennes, dont l'italienne Sipcam Oxon et l'allemande BASF, vendent également des produits à base de chlorothalonil au Costa Rica, bien que leur utilisation soit interdite dans l'UE.

Du chlorothalonil a même été exporté directement depuis le continent européen. L'Italie, la Belgique, le Danemark, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne ont tous exporté du chlorothalonil vers le Costa Rica après avoir pourtant interdit son utilisation sur leur territoire en 2019, comme le montrent les données douanières.



« On se fiait aux contrôles effectués deux fois par an par le Gouvernement » : José Sánchez Redondo, président de l'autorité locale responsable de la gestion du système d'approvisionnement en eau de Santa Rosa.

Syngenta n'a pas souhaité répondre à nos questions ou faire de commentaire.

Un porte-parole de BASF a déclaré à Unearthed et Public Eye : « BASF est informée que des traces de métabolites de chlorothalonil ont été observées dans les systèmes d'eau à Cipreses, au Costa Rica. Nous sommes très préoccupés par de tels rapports. » L'entreprise est convaincue que ses produits sont sûrs « lorsqu'ils sont utilisés correctement en suivant les instructions qui figurent sur l'étiquette et les directives de sécurité », a-t-il ajouté. « En guise de sécurité supplémentaire, nous évaluons volontairement toutes les utilisations de produits présentant des risques potentiels pour la santé et ne les validons que lorsque les évaluations confirment la sécurité pour les agriculteurs dans les conditions d'utilisation locales. Nos employés vivent et travaillent dans les pays où nous vendons nos produits, et ils sont dans les champs avec les agriculteurs locaux. »

Cela fait maintenant plus de six mois que les camions-citernes ont commencé à apporter de l'eau à Cipreses et à Santa Rosa, et il n'y a toujours pas de solution en vue. La construction de nouveaux bâtiments est actuellement interdite à Cipreses en raison de l'absence de permis de raccordement à l'eau. À la mi-mars, les autorités costariciennes avaient déjà déboursé 50 000 dollars pour les livraisons par camion. Personne ne sait quand

ni comment la contamination pourra être enrayerée, ni à quel point elle est étendue dans cette région.

L'expérience des pays européens, où l'utilisation de la substance est désormais interdite, montre que les métabolites du chlorothalonil sont très persistants dans l'environnement, et qu'ils sont susceptibles d'altérer de manière significative les eaux souterraines pendant de nombreuses années. Les technologies disponibles pour éliminer ces contaminants de l'eau potable sont d'un coût prohibitif.

« Il faut faire beaucoup plus d'analyses dans toute la région », affirme Clemens Ruepert, l'inspecteur des produits chimiques de l'IRET dont les tests ont prouvé la contamination à Cipreses et déclenché l'intervention des autorités nationales. « Mais nous devons trouver les ressources nécessaires pour cela et réfléchir aux solutions possibles. En tout cas, ce n'est pas tenable d'approvisionner chaque jour la population en eau potable par camion ou de la laisser s'exposer aux risques que présente l'eau du robinet. Parallèlement, nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons réhabiliter les sources naturelles. Mais c'est extrêmement compliqué », déplore Ruepert. « Les gens boivent de l'eau qui contient des produits de dégradation de certains pesticides très souvent utilisés dans la région », ajoute-t-il. « Pour nous, cela ne fait aucun doute. »

Le chlorothalonil, un pesticide interdit en Europe qui pollue l'eau au Costa Rica

La région de Cartago est le principal centre de production de légumes du pays. Les nappes phréatiques sont polluées en raison de la forte utilisation de chlorothalonil, notamment dans les deux localités de Cipreses et Santa Rosa. Celles-ci sont actuellement privées d'eau potable et toute la région pourrait être affectée.





« C'est comme une drogue », affirme l'agriculteur Óscar Ruiz Gómez à propos du chlorothalonil. « Les plantes en ont de plus en plus besoin pour pouvoir résister aux maladies. »

© Jose Diaz

Le « pain quotidien »

« C'est comme une drogue », affirme l'agriculteur Óscar Ruiz Gómez à propos du chlorothalonil, qu'il continue de pulvériser sur ses champs de carottes et de pommes de terre près de Cipreses, sans équipement de protection. Parmi les 9000 habitant-e-s de Cipreses et Santa Rosa, bon nombre boivent toujours l'eau du robinet, malgré l'arrêt du ministère de la Santé. Ruiz n'en fait pas partie. Depuis octobre, il utilise l'eau potable que les camions-citernes amènent à Cipreses.

« Il est tellement efficace pour tuer les champignons », explique l'agriculteur. Efficace et abordable. C'est pourquoi le chlorothalonil est souvent utilisé à des doses plus élevées et plus fréquemment que ne le recommandent les fabricants. Mais ces dernières années, assure-t-il, les quantités ont été réduites, sur les recommandations des ingénieurs agronomes mis à disposition par l'industrie des pesticides. Celle-ci est très bien implantée dans cette région rurale, où d'immenses panneaux publicitaires vantant les mérites de ses produits bordent la route principale.

Daconil et Bravonil, toutes deux vendues par le géant bâlois Syngenta, font partie des marques de chloro-

thalonil les plus connues dans la région. Elles se vendent très bien au Costa Rica, en particulier dans le nord de Cartago. Pour 14 000 colones (25 dollars US), nous avons pu acheter une bouteille de Bravonil dans un magasin de Cipreses. « J'en vends beaucoup », nous a dit le commerçant.

Le chlorothalonil est le quatrième pesticide le plus utilisé au Costa Rica, selon les données collectées par Elidier Vargas, qui mène des recherches sur l'utilisation des produits agrochimiques. Il est l'auteur de plusieurs études financées par le bureau local du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montrant que ce pays d'Amérique centrale, réputé « le plus vert du monde », est aussi l'un des plus gros consommateurs de pesticides par hectare. Dans la région agricole proche du volcan Irazú, le chlorothalonil est notre « pain quotidien », confirme Ismael Serrano, agriculteur à Cipreses et propriétaire d'une entreprise qui exporte des carottes.

Jusqu'en 2014, Serrano était le président de l'autorité responsable de la gestion de l'approvisionnement en eau (ASADA) de Cipreses. Il accuse ses dirigeants actuels d'avoir permis la contamination de l'eau. Il leur reproche de ne pas avoir racheté les terrains bordant les



Depuis des années, Óscar Ruiz Gómez et son fils Jordi sont habitués à pulvériser leurs plantations de carottes avec du chlorothalonil.

sources, permettant ainsi aux agriculteurs de cultiver leurs légumes à quelques mètres seulement, alors que la loi prévoit une distance d'au moins 200 mètres. Serrano affirme avoir toujours été convaincu que les préoccupations exprimées par EcoCipreses n'étaient pas des lubies d'activistes. « Ils avaient raison. Il y a désormais des preuves de la contamination de l'eau aux résidus de chlorothalonil. Et d'autres pays ont documenté leurs graves effets sur la santé », nous dit-il dans son usine.

« Personne ne nous a jamais mis en garde »

« Il y a une semaine, j'ai perdu un employé de 45 ans, mort d'un cancer de l'estomac, et maintenant son père a reçu le même diagnostic », explique Ismael Serrano. Un peu plus loin, à Santa Rosa, nous rencontrons Leonel Sánchez, 70 ans, parti chercher de l'eau potable au camion. Sa femme a un cancer et son fils souffre d'insuffisance rénale. C'est pourquoi ils ne veulent pas « prendre le risque de boire de l'eau contaminée », explique cet agriculteur à la retraite, qui utilisait du chlorothalonil par le passé et buvait toujours l'eau du robinet sans se poser de question. Aujourd'hui, il fait attention aux avertissements. « Nous

avons toujours épandu de grandes quantités de produits agrochimiques dans nos fermes, et personne ne nous a jamais mis en garde », dit-il.

Les médecins auxquels Unearthed et Public Eye ont pu parler sont extrêmement prudents quant à établir un lien entre les maladies observées dans la région et l'exposition au chlorothalonil. Les effets de cette exposition sur la santé au Costa Rica n'ont pas été étudiés, explique l'épidémiologiste Rebeca Alvarado, qui mène des recherches pour le PNUD. Dans ce pays d'Amérique centrale, l'impact des pesticides sur la santé n'est recensé qu'en cas d'intoxication aiguë, mais il n'y a pratiquement pas de données concernant les dommages à long terme sous forme de maladies chroniques.

« Il existe une littérature scientifique internationale qui associe notamment cette substance à des problèmes comme l'asthme, le cancer et des lésions des reins et de la prostate ainsi que des organes reproducteurs féminins », poursuit Alvarado. « Ce que nous savons, c'est que des métabolites du chlorothalonil sont présents dans l'eau, mais nous ne sommes pas en mesure d'établir de relation de cause à effet entre ces substances et les



Aux abords des champs de pommes de terre ou de chou qui entourent le village de Cipreses, les sources d'eau sont gravement polluées à cause des pesticides.

© Jose Diaz

maladies observées au sein de la population. Mais une chose est claire : les gens consomment des résidus d'une substance dont les effets néfastes sur la santé ont été prouvés dans d'autres pays», déclare-t-elle.

Pourtant, l'autorité locale responsable de l'approvisionnement en eau (ASADA) de Cipreses ne reconnaît pas que l'eau présente un risque pour la santé de la population. En fait, contrairement à son homologue du village voisin de Santa Rosa, elle n'admet même pas que son eau est contaminée. Lorsque le ministère de la Santé a ordonné, en octobre 2022, au président de l'ASADA de Cipreses, Virgilio Ulloa, de fermer les sources d'eau potable, ce dernier a déclaré à la presse que le système d'approvisionnement continuerait à fonctionner normalement, que « personne ici n'en était mort », et que les gens consommaient « plus de poison dans leurs légumes » que dans l'eau potable.

Dans un entretien de plus de deux heures avec Unerthed et Public Eye, Ulloa a mis en doute les compétences de l'IRET, dont les analyses ont révélé la pollution de l'eau, bien que l'ASADA de Cipreses ait elle-même mandaté l'institut universitaire pour effectuer certaines

analyses. Ulloa affirme maintenant que le laboratoire de l'IRET n'est pas accrédité pour tester les métabolites du chlorothalonil. L'institut aurait par ailleurs subi des pressions de la part d'activistes de la région. « C'était une erreur de notre part de confier ces analyses à l'ennemi », déclare Ulloa, également agriculteur, et qui défend bec et ongles l'utilisation de pesticides. Pendant cette interview, il porte d'ailleurs une casquette avec le logo du revendeur local de pesticides.

Mais une chose est claire : les gens consomment des résidus d'une substance dont les effets néfastes sur la santé ont été prouvés dans d'autres pays », déclare Rebeca Alvarado.

Darnér Mora, le directeur du Laboratoire national de l'eau du Costa Rica (le laboratoire de l'agence gouvernementale nationale responsable des systèmes d'approvisionnement en eau comme celui de Cipreses), ne partage pas la position d'Ulloa. Son laboratoire est certifié



Les échantillons prélevés dans la source de Plantón ont révélé que les eaux sont impropres à la consommation.

pour tester les métabolites du chlorothalonil, mais il ne dispose pas des capacités nécessaires pour effectuer ce travail lui-même. C'est pourquoi il collabore actuellement avec l'IRET. « Il faut toujours procéder de manière scientifique, et si le laboratoire de l'IRET a détecté des métabolites du chlorothalonil, nous n'avons aucune raison d'en douter », assure Mora.

Un deuxième avis douteux

Plutôt que de suivre l'avis de ces scientifiques, l'ASADA de Cipreses – avec l'appui de représentant-e-s du lobby des pesticides du Costa Rica – a demandé, début 2023, une autre série d'analyses à un nouveau laboratoire, celui du Centre de recherche sur la pollution environnementale de l'Université du Costa Rica. Or, ce laboratoire est en mesure de détecter le chlorothalonil, mais pas ses métabolites. Le but manifeste : convaincre la population qu'elle peut, sans problème, boire l'eau du robinet et continuer à pulvériser les cultures.

Le 2 février, des échantillons ont malgré tout été prélevés à Plantón, une source de Cipreses. La scène a été filmée, puis postée sur la page Facebook de l'ASADA. La

source est entourée de champs de pommes de terre et de choux, tous bien plus proches que les 200 mètres exigés par la loi. Les prélèvements ont été effectués en présence de membres de l'ASADA, de son administratrice Sonia Aguilar, d'un avocat et de l'entrepreneur Freddy Solís, présenté comme le président de l'Association costarienne des fabricants et détaillants de produits phytosanitaires par le journaliste payé pour filmer l'événement. Il est également directeur de Distribuidora Inquisita, une entreprise qui vend des pesticides, et notamment du chlorothalonil. « Freddy Solís nous apporte un grand soutien lorsqu'il s'agit de produits agrochimiques », a indiqué ce jour-là Sonia Aguilar à propos des relations entre l'entrepreneur et l'ASADA de Cipreses.

Lors d'un entretien, Solís nous a expliqué avoir assisté aux prélèvements d'échantillons à la source de Plantón en tant que représentant de l'industrie. Il est convaincu que la fermeture de certaines sources d'eau par le Gouvernement était basée sur de « simples présomptions », et exclut par ailleurs que le chlorothalonil ait un quelconque effet néfaste sur l'environnement ou la santé lorsqu'il est utilisé « selon les instructions des



Le ministère de la Santé a ordonné de fournir de l'eau potable à la communauté de Cipreses et Santa Rosa au moyen de camions-citernes.

© Jose Diaz

fabricants » et aux doses indiquées en petits caractères sur les emballages.

En réponse à notre enquête, l'antenne régionale de CropLife, l'organisation qui défend les intérêts de Syngenta et des autres poids lourds du secteur, a publié une déclaration suggérant que le problème était dû au fait que le ministère de la Santé du Costa Rica avait fixé une limite trop stricte pour la quantité de pesticides autorisée dans l'eau potable.

Les déclarations rassurantes de l'industrie des pesticides n'ont pas convaincu l'Institut national de l'approvisionnement en eau, les ministères de la Santé et de l'Environnement ou la Chambre Constitutionnelle de la Cour suprême, qui reconnaissent tous le problème de la pollution.

« Ce qui importe, ce n'est pas si des résidus de pesticides ont été détectés ou non dans les denrées alimentaires ou

dans l'eau, mais plutôt le niveau auquel ils apparaissent, car tant que la valeur maximale autorisée n'est pas dépassée, il n'y a pas de risque pour le consommateur; pour autant que ces valeurs limites aient été établies selon des normes et des standards scientifiques internationalement acceptés, ce qui n'est pas le cas au Costa Rica », peut-on lire dans la déclaration.

Selon CropLife, la réglementation costaricienne, qui fixe à 0,1 microgramme par litre la valeur limite pour tout pesticide dans l'eau potable, a été établie « sans aucun fondement technique ou scientifique ». Cette limite est pourtant la même que celle fixée par l'Union européenne pour tous les résidus de pesticides dans l'eau potable ou les eaux souterraines. Dans l'UE, cette même limite s'applique par ailleurs aux métabolites du chlorothalonil, en raison de la classification du pesticide comme « cancérigène présumé ».

Les déclarations rassurantes de l'industrie des pesticides n'ont pas convaincu l'Institut national de l'approvisionnement en eau, les ministères de la Santé et de l'Environnement ou la Chambre Constitutionnelle de la Cour



© Jose Diaz
Fiorella Ulloa, qui vit à Santa Rosa, a presque entièrement perdu l'odorat et le goût. Le médecin lui a diagnostiqué des polypes nasosinusiens.

suprême, qui reconnaissent tous le problème de la pollution. En novembre 2022, la Chambre Constitutionnelle, saisie par les habitant-e-s de Cipreses, a donné trois mois au Gouvernement pour « résoudre complètement et définitivement le problème de la contamination par les métabolites du chlorothalonil » et déterminer si d'autres communautés sont touchées. À ce jour, rien de cela n'a été fait.

« L'eau aussi est sacrée »

La contamination au chlorothalonil n'aurait peut-être jamais été révélée si une habitante de Cipreses, Isabel Méndez, n'avait pas émis des soupçons lors d'une visite à la source de Plantón, il y a neuf ans. Cipreses est un village très catholique, et la communauté organisait par le passé des messes au bord de cette source pour demander à la Vierge Marie d'amener la pluie sur les récoltes. Un samedi, en 2014, elle préparait l'une de ces cérémonies lorsqu'elle a senti une forte odeur de pesticides. Une couche blanche s'était formée sur le sol, peut-être en raison des fortes pluies qui étaient tombées durant la nuit, « lessivant » les pesticides des cultures et faisant ensuite

couler ce mélange jusqu'à la source. « J'ai demandé à plusieurs reprises à l'ASADA si l'eau était contaminée, et on m'a toujours répondu que non. Mais je n'arrêtais pas d'y penser », explique-t-elle.

Deux ans plus tard, on a diagnostiqué des polypes nasosinusiens – des excroissances sur la paroi du nez ou les sinus – chez sa fille Fiorella Ulloa, qui avait 16 ans à l'époque. Elle a été opérée mais les excroissances sont vite réapparues. « Les médecins m'ont dit qu'en l'absence d'autres facteurs, ils ne pouvaient pas exclure que l'eau polluée ait accéléré leur formation », raconte Fiorella, aujourd'hui âgée de 23 ans, qui a presque entièrement perdu l'odorat et le goût. Pourtant, lorsqu'elle se promène dans les rues entre les exploitations agricoles, elle sent tout de même l'odeur âcre des pesticides, qui forment de petits nuages au-dessus des champs récemment pulvérisés. Quand on se rend dans la région, il est difficile de ne pas remarquer cette odeur de produits chimiques portée par le vent.

M^{me} Méndez a décidé que, pour le bien de sa famille et de sa communauté, elle devait faire davantage que le travail communautaire effectué pour l'Église car « l'eau

aussi est sacrée », explique-t-elle. C'est ainsi qu'elle a fait la connaissance de Ricardo Rivera, alors administrateur de l'ASADA, qui avait lui-même fait part, à l'interne, de ses inquiétudes concernant les problèmes environnementaux causés par le chlorothalonil. Avec Fabián Pacheco, un écologiste bien connu qui était venu à Cipreses pour y installer une ferme biologique, ils ont fondé l'association EcoCipreses. Cela a marqué le début d'une campagne qui a non seulement permis de mettre en évidence la forte contamination des sources d'eau locales, mais aussi de susciter un soutien en faveur de l'interdiction de ce fongicide très prisé dans la région.

En février, la Direction de la qualité environnementale du ministère de l'Environnement (DIGECA) a confirmé, dans une lettre adressée à un parlementaire, soutenir l'interdiction nationale du chlorothalonil. Au Costa Rica, toute interdiction d'un pesticide dangereux doit faire l'objet d'une décision conjointe du ministère de l'Environnement, du ministère de la Santé et du ministère de l'Agriculture. Dans sa lettre, la DIGECA énumère cinq autres villes ou villages d'autres provinces victimes

d'une contamination similaire à celle de Cipreses, ajoutant que les mesures prises par le Gouvernement n'ont eu, jusqu'à présent, « qu'un faible impact sur le problème de la contamination des sources et des eaux de surface par les pesticides ».

Mais une interdiction, si elle devait être prononcée, prendrait certainement beaucoup de temps. Il a fallu douze ans au Costa Rica pour interdire le bromacil, un herbicide qui polluait les sources d'eau à proximité des cultures d'ananas du pays.

Par le passé, des rapports recommandant l'interdiction d'autres pesticides au Costa Rica ont été ignorés par les responsables politiques.

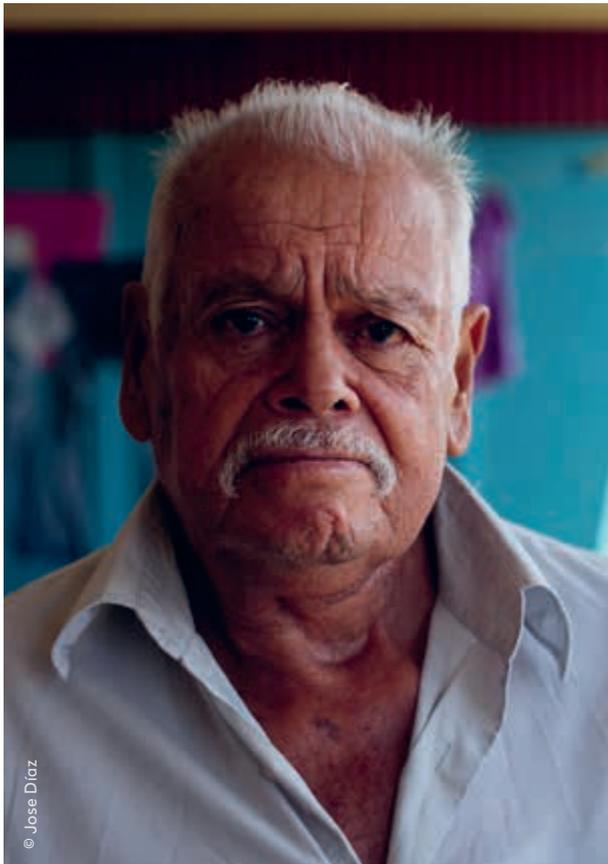
Albin Badilla, coordinateur du Programme de contrôle et de surveillance de l'eau potable au ministère de la Santé, a déclaré en février qu'un groupe de travail interministériel avait été créé pour formuler une recommandation quant à une éventuelle restriction ou interdiction du chlorothalonil. Toutefois, même si ce groupe devait recommander une interdiction, son avis ne serait pas forcément suivi. Par le passé, des rapports recommandant l'interdiction d'autres pesticides au Costa Rica ont été ignorés par les responsables politiques.

De son côté, l'industrie agrochimique ne semble pas prête à retirer le chlorothalonil du marché. Le président de sa faïtière costaricienne, Freddy Solís, estime que l'interdiction doit être la dernière option. Il met en doute les résultats présentés jusqu'à présent et demande des analyses supplémentaires : « Face à des problèmes de ce type, les autorités doivent, en premier lieu, exiger ou recueillir des preuves scientifiques réelles, obtenues à l'aide de méthodes de prélèvement et d'analyse strictes, pour vérifier si les soupçons sont bien fondés sur des faits réels. » Il ajoute : « De simples présomptions, qui ne sont pas basées sur la science, ne doivent pas nous conduire à discuter d'interdiction. »

« Personne n'a de solution »

En attendant, la population de Cipreses et de Santa Rosa vit dans l'incertitude. Personne ne sait depuis combien de temps l'eau est contaminée, ni quels seront les effets sur la santé des habitant-e-s. Aucune idée non plus de l'ampleur de la contamination dans le pays et des solutions pour y remédier.

À Cipreses, cette situation a provoqué de profondes divisions au sein de la communauté. L'ASADA est en conflit ouvert avec les habitant-e-s qui ont fondé EcoCipreses. Parmi le reste de la population, les avis sont également partagés. Beaucoup continuent à boire l'eau du robinet ; d'autres s'approvisionnent au camion ;



José Miguel Quesada, 76 ans, ouvrier agricole à la retraite, est atteint d'un cancer de la langue qui pourrait être lié à l'eau, selon son médecin.



Représentation de la Vierge des Anges, aussi appelée Vierge noire, la sainte patronne du Costa Rica, dans un paysage idyllique. Sa célébration a lieu chaque année dans la ville de Cartago.

et certaines personnes, fatiguées de devoir attendre son arrivée ou de porter des bidons, ont recommencé à boire l'eau du robinet. « Ce n'est pas facile », déclare José Miguel Quesada, 76 ans. Ouvrier agricole à la retraite, Quesada est atteint d'un cancer de la langue qui pourrait être lié à l'eau, selon son médecin. « On ne sait pas avec certitude si c'est à cause de l'eau, mais c'est possible », explique-t-il.

À l'école du village, les enfants ne doivent boire que l'eau du camion-citerne. « Je n'ai aucun doute sur le fait que l'eau est contaminée, les analyses le prouvent », déclare la directrice de l'école, Virginia Corrales. « On ignore en revanche les conséquences. Mais nous suivons l'ordre du ministère de la Santé d'utiliser l'eau du camion. Je dois veiller à la santé de plus de 300 élèves. » Du côté de la cantine scolaire, la cuisinière Ana Lía Coto épluche des pommes de terre après les avoir lavées avec l'eau du camion. Mais à la maison, elle utilise celle du robinet sans s'inquiéter. « Il ne nous est rien arrivé », dit-elle en haussant les épaules.

« Nous ne pouvons pas laisser ce problème en suspens, mais si vous me demandez quelle est la solution, je dois vous dire que je n'en ai pas », déclare José Sánchez Redondo, président de l'ASADA de Santa Rosa. « Je n'en ai pas et aucune ASADA dans cette région n'en a. » ■

Ce texte est une traduction légèrement abrégée du reportage original rédigé en espagnol.



Chlorothalonil : un pesticide interdit exporté depuis le sol européen

© Jose Diaz

L'Union européenne et la Suisse continuent d'exporter du chlorothalonil, un fongicide commercialisé notamment par Syngenta, classé « cancérogène présumé » et interdit en 2019 en raison d'un risque élevé de pollution des sources d'eau potable. Principales destinations : des pays à faible ou moyen revenu, qui n'ont pas les capacités de contrôler les risques liés à ce pesticide dangereux.

LAURENT GABERELL

C'est « une catastrophe comme les producteurs d'eau potable n'en ont sans doute jamais connue », annonçait, le 5 avril dernier, le quotidien français *Le Monde*, en réaction aux conclusions alarmantes d'un rapport sur le point d'être publié par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). En France, l'eau potable est contaminée à vaste échelle par des métabolites du chlorothalonil, un fongicide notamment commercialisé par Syngenta. Environ un tiers de l'eau distribuée dans le pays serait non conforme à la réglementation, et dépolluer pourrait coûter des milliards d'euros.

En Suisse aussi, le chlorothalonil a récemment fait les gros titres de la presse. Selon les estimations des cantons, 700 000 personnes sont exposées à des métabolites du chlorothalonil dans leur eau potable à des niveaux dépassant la valeur limite. Les régions du Plateau, où se pratique une agriculture intensive, sont les plus touchées. Les eaux souterraines risquent de rester polluées « à large échelle » pendant des années, averti l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Le coût de la dépollution pourrait entraîner une augmentation de 75 % du prix de l'eau.

Exportations toxiques

Mis sur le marché dans les années 1970, le chlorothalonil a pendant longtemps été l'un des fongicides les plus vendus en Suisse et dans l'Union européenne (UE). En 2019, il a toutefois été interdit dans l'UE, en conséquence d'un rapport de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Les raisons : le chlorothalonil doit être considéré comme « cancérogène présumé » pour l'être humain et présente un risque élevé de pollution des eaux par ses métabolites – les substances issues de sa dégradation dans l'environnement – qui sont aussi nocifs pour la santé. Dans la foulée, le chlorothalonil a également été interdit en Suisse.

Pourtant, trois ans après l'avoir banni de leurs propres champs, l'UE et la Suisse continuent d'autoriser les fabricants – le géant bâlois Syngenta en tête – à exporter du chlorothalonil vers des pays à faible ou moyen revenu, où les réglementations sont plus permissives. C'est ce que révèle une nouvelle enquête de Public Eye et Unerthed, basée sur des documents obtenus auprès des autorités européennes en vertu du droit à l'information. Ceux-ci montrent qu'en 2022, près de 900 tonnes de chlorothalonil ont été « notifiées » à l'exportation depuis l'UE.

La majorité des volumes était destinée à l'Égypte, l'Algérie, le Cameroun ainsi que d'autres pays du continent africain, où les pesticides sont très peu contrôlés et polluent les sources d'eau potable. La Colombie, les Philippines et le Guatemala figurent également parmi les principales destinations. Dans ces pays à faible ou moyen revenu, le risque d'exposition de la population ou de l'environnement est beaucoup plus élevé que dans les pays à revenu élevé, selon les agences onusiennes.

Du poison dans l'eau potable

Au Costa Rica, vers lequel l'UE a expédié au moins 130 tonnes de chlorothalonil depuis l'interdiction du fongicide dans ses champs à la fin de 2019, des métabolites du chlorothalonil ont été détectés dans l'eau potable à des niveaux extrêmement élevés, jusqu'à 200 fois la limite légale. Comme le raconte notre reportage, les autorités sont contraintes, depuis plusieurs mois, d'acheminer de l'eau par camion-citerne à deux villages situés au nord de la province de Cartago. Mais la pollution pourrait s'étendre à l'ensemble de cette région agricole, selon des spécialistes. Le Costa Rica n'a pas les capacités pour contrôler de manière systématique la présence de ce polluant dans l'eau potable.

Syngenta est le plus gros exportateur de chlorothalonil depuis l'UE, responsable à lui seul de plus de 40 % (près de 380 tonnes) des volumes annoncés en 2022. Toutes les exportations de Syngenta ont été notifiées depuis l'Allemagne et la Grèce. Arysta Lifescience, qui fait partie de la multinationale indienne UPL, Sipcam Oxon, dont le siège est en Italie, et Cheminova, une filiale du géant étatsunien des pesticides FMC, ont également notifié du chlorothalonil à l'exportation en 2022, depuis la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne.

Syngenta, qui dispose à Monthey de son plus grand site de production au niveau mondial, exporte aussi du chlorothalonil depuis la Suisse. Il est toutefois impossible de connaître l'ampleur réelle de ces exportations, leur lieu de production ou leur destination. Interdit en 2019, le chlorothalonil n'est toujours pas inscrit dans la législation helvétique sur les exportations de produits chimiques dangereux. Il n'est donc soumis à aucune obligation d'annonce auprès de l'OFEV et échappe à tout contrôle, y compris au durcissement des dispositions édictées par le Conseil fédéral en 2020. Les données des autorités européennes montrent toutefois qu'en 2022, près de 30 tonnes de chlorothalonil ont transité par le territoire helvétique avant d'être réexportées par le géant bâlois vers des pays tiers.

Couper le robinet

Mais l'étau se resserre sur les géants de l'agrochimie. La Belgique et l'Allemagne – les principaux pays exportateurs de chlorothalonil de l'UE – s'approprient à suivre l'exemple de la France et planchent sur une législation, au niveau national, pour mettre fin aux exportations de

pesticides interdits. Une telle interdiction pourrait également être adoptée au niveau européen. La Commission européenne s'est en effet engagée à présenter une proposition d'ici à 2023, dans le sillage d'une enquête de Public Eye et Uearthed, qui mettait pour la première fois en lumière l'ampleur des exportations de pesticides interdits depuis l'UE.

La Commission a récemment suscité l'indignation de la société civile pour avoir supprimé la mise en œuvre de cet engagement de son programme de travail pour 2023, sous la pression des lobbies de l'industrie chimique. En réponse à cette controverse, le commissaire européen à l'Environnement a toutefois assuré, en février, que la Commission prévoyait toujours de présenter une proposition d'ici à la fin de l'année. Une consultation publique vient d'être lancée.

Les lobbies n'ont donc pas encore gagné la partie, d'autant que le Parlement européen et les États membres ont entre leurs mains une autre proposition de la Commission, qui vise à ancrer dans la loi un devoir de vigilance des entreprises en matière de respect des droits humains et de protection de l'environnement lorsqu'elles opèrent à l'étranger. Ces nouvelles règles – pour autant qu'elles s'appliquent à l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris à l'utilisation de produits – pourraient contraindre les fabricants à prendre enfin au sérieux les risques liés à leurs pesticides, aussi à l'étranger. Une autre épine dans le pied des géants de l'agrochimie. ■

Inauguration d'un centre de production sur le site de Syngenta à Monthey, la plus grande usine du groupe au monde.





« On fait le métier de sableur quand on n'a pas d'autre choix »

Bego Demir a contracté une maladie pulmonaire en travaillant au sablage des jeans dans une fabrique turque. Aujourd'hui, à 42 ans, il dirige la Campagne Clean Clothes en Turquie. Avec sa propre marque de jeans, il veut être un modèle de production éthique et durable. Il se confie sur son travail de campagne, pour lequel il mise sur l'empathie et la créativité.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMEO REGENASS

« J'ai commencé à travailler au sablage des jeans à Istanbul quand j'avais 15 ans ; douze heures par jour, à deux dans une cabine. L'un plaçait le jean et l'autre manipulait le tuyau. Du sable était projeté à haute pression sur le tissu pour le blanchir et lui donner un look délavé. Sous l'impact, le sable était pulvérisé et dégageait des poussières de silice. C'est un métier pénible qu'on ne fait que quand on n'a pas d'autre choix.

Ce que je ne savais pas encore à l'époque, c'est que ce travail est extrêmement dangereux pour la santé. Les simples masques qu'on portait ne suffisaient pas pour nous protéger. La silice pénètre dans les poumons et entraîne à plus ou moins long terme une silicose, qui était longtemps reconnue comme une maladie professionnelle des mineurs et des personnes travaillant avec l'amiante. J'ai réalisé cela dix ans plus tard, à 24 ans, pendant mon service militaire.

Je perdais mon souffle dès que je commençais à courir, je n'avais aucune endurance. Le médecin militaire a pensé à la tuberculose, mais tous les tests ont été négatifs.

La même année, un ami proche est décédé d'une grave maladie des poumons. Son médecin avait évoqué un lien avec son métier : il était sableur, comme moi. Peu de temps après, j'ai reçu mon diagnostic : une pneumoconiose. Concrètement, j'avais perdu 46 % de ma fonction pulmonaire. Et c'était irréversible. La nouvelle m'a assommé.

J'ai alors pris contact avec des médecins et des avocats, qui m'ont parlé de mes droits en tant que travailleur. Pour moi, c'était quelque chose de totalement nouveau, je n'y avais jamais pensé auparavant. J'avais quitté mon village d'Anatolie à l'âge de 15 ans parce que je n'avais aucune perspective. Dans la région kurde de la Turquie, la politique du Gouvernement turc ne nous permet pas de vivre dans la dignité. Il n'y a quasiment pas de travail.

À l'époque, la technique du sablage était très répandue dans l'industrie textile du pays ; elle était pratiquée par environ 10 000 personnes, en majorité des hommes. En 2008, j'ai fondé le Comité de solidarité avec les sableurs afin de lutter pour nos droits. Dès le début, nous avons eu le soutien d'un grand nombre de médecins, juristes, artistes et journalistes.

Tout a commencé par une lettre ouverte qui relate mes expériences. Elle a été publiée dans un journal local, puis a rapidement été reprise en une du plus grand quotidien du pays. Ce jour-là, mon téléphone n'a pas arrêté de sonner.

Le Rana Plaza m'a ouvert les yeux et montré que le sablage n'était pas le seul problème dans l'industrie textile, et que les mauvaises conditions de travail étaient monnaie courante. C'est pourquoi j'ai fondé en 2013 la CCC Turquie, avec laquelle nous avons mené jusqu'en 2018 plusieurs campagnes couronnées de succès.

Le grand public a soudainement pris conscience de la problématique du sablage et de l'existence de notre comité. Nous nous sommes fixé trois objectifs : faire interdire le sablage en Turquie, aider les personnes concernées à faire valoir leurs droits, et leur permettre d'obtenir un traitement médical gratuit.

Pendant une année, nous avons lutté d'arrache-pied pour cette interdiction et, en avril 2009, le Gouvernement turc a décidé de bannir le sablage des jeans et autres tissus. En 2010, nous avons aussi obtenu du Gouvernement qu'il prenne en charge le traitement médical de toutes les personnes qui travaillaient dans le sablage. Enfin, une loi est

entrée en vigueur en 2011 accordant une retraite et garantissant une rente mensuelle à tous les travailleurs et toutes les travailleuses, même lors de relations de travail informelles. Cela apparaît comme une évidence mais ce n'était pas le cas avant cette date, même en cas de maladie professionnelle.

Le sablage délocalisé dans d'autres pays

En peu de temps, le comité avait donc obtenu beaucoup d'avancées. Mais c'est alors que j'ai réalisé que le sablage des jeans était un problème qui ne concernait pas que la Turquie. Il était également réalisé au Bangladesh comme dans d'autres pays producteurs de textile. De nombreuses marques ont alors simplement délocalisé cette étape de la production.

Ce n'était pas mon intention. J'ai commencé à nouer des contacts avec des syndicalistes dans d'autres pays producteurs ainsi qu'avec la Campagne Clean Clothes (CCC), qui est portée en Suisse par Public Eye. Avec la CCC et la Déclaration de Berne, comme Public Eye s'appelait encore à l'époque, nous avons lancé une campagne internationale et avons invité à Genève des travailleuses et travailleurs du Bangladesh. Puis est survenue la catastrophe du Rana Plaza, qui a coûté la vie à 1138 personnes en 2013.

Ce drame m'a ouvert les yeux et montré que le sablage n'était pas le seul problème dans l'industrie textile, et que les mauvaises conditions de travail étaient monnaie courante. C'est pourquoi j'ai fondé en 2013 la CCC Turquie, avec laquelle nous avons mené jusqu'en 2018 plusieurs campagnes couronnées de succès. Comme en 2017, lors de la fermeture d'une fabrique : 151 travailleuses et travailleurs n'avaient plus reçu leur salaire pendant les trois mois qui ont précédé la faillite de l'entreprise. L'usine en question fabriquait des articles pour trois grandes enseignes : Zara, Mango et Next.

Nous leur avons alors adressé une lettre ouverte leur demandant de payer les salaires dus. Leur première réaction : « Ce n'est pas notre usine, nous n'y avons délocalisé qu'une partie de notre production. » Or ces marques avaient un accord avec la fédération syndicale internationale IndustriALL Global Union, par lequel elles s'étaient engagées à assumer leurs responsabilités pour les travailleuses et travailleurs de leur chaîne d'approvisionnement. Nous le leur avons rappelé et elles se sont engagées à payer les salaires.

Action coup de poing

Une année plus tard, aucune somme n'avait encore été versée. Il fallait agir. Pour 50 euros, j'ai fait imprimer des cartes sur lesquelles était inscrit : « J'ai fabriqué ce vêtement mais je n'ai jamais reçu de salaire. Demandez à Zara/Mango/Next de payer mon salaire. » Les personnes qui avaient perdu leur emploi ont discrètement mis ces cartes dans les vêtements en magasin.

D'innombrables client-e-s ont réagi à cette action. Une lettre ouverte publiée sur notre site a fait le buzz



Hautement dangereux pour la santé : le sablage des jeans dans une usine au Bangladesh.

© AFP/Munir Uz Zaman

sur Twitter et d'autres canaux, la BBC l'a traduite en anglais et des médias du monde entier ont finalement relayé l'affaire. En fin de compte, la maison mère de Zara, Inditex, a payé les salaires. C'était la première fois qu'une enseigne de la mode payait directement des travailleurs et travailleuses en Turquie.

Par la suite, nous avons remporté des succès dans plusieurs cas similaires : avec des actions misant sur la créativité et l'empathie, nous avons toujours réussi à saisir les gens par les émotions. Mais j'étais toujours frustré, parce qu'à peine un cas était réglé que le prochain survenait. J'ai clairement compris que le problème avait des causes systémiques : l'industrie textile cherche toujours à faire produire au plus bas prix possible, sans aucune considération éthique. Nous avons réalisé une vidéo présentant les revendications de la Campagne Clean Clothes : un salaire vital, pas de travail des enfants, des lieux de travail sûrs, etc. En réaction à la vidéo, un grand nombre de consommateurs et consommatrices nous ont demandé où acheter de tels produits.

Nous n'avions malheureusement aucune réponse à leur donner. À l'époque, l'organisation à but non lucratif Ashoka (États-Unis), qui promeut l'entrepreneuriat social,

m'avait apporté son soutien. J'ai essayé de pousser plusieurs producteurs turcs à fabriquer des jeans éthiques, mais on m'a répondu que c'était utopique et impossible. Ils étaient prêts à développer avec moi une ligne d'articles éthiques et durables, mais le reste de leur production serait resté toujours aussi problématique. Cette approche ne m'intéressait pas.

Une chaîne d'approvisionnement éthique

J'ai alors décidé de me lancer moi-même dans l'aventure. Je voulais prouver qu'il est possible de gagner de l'argent tout en produisant de manière éthique. Après une année de recherche et de développement, j'ai fondé Bego Jeans. Mais cela ne me suffisait pas : je voulais lancer un mouvement de mode responsable, un groupe d'entreprises qui produisent en Turquie des vêtements éthiques. Je voulais inspirer d'autres marques à adopter cette approche. C'est pourquoi je n'ai pas construit ma propre usine mais ai mis sur pied une chaîne d'approvisionnement éthique que d'autres fabricants pouvaient aussi utiliser. De la culture de coton bio à la confection des jeans, tout devait être fait dans des conditions de travail justes et équitables.



Bego Demir lors d'une réunion d'information pour les travailleurs et travailleuses du textile en Turquie.

La durabilité était l'un des aspects importants. Car que veulent les enseignes de la mode? Vendre le plus possible à chaque client-e: cinq ou dix jeans par an, pas un ou deux. Elles n'ont donc aucun intérêt à ce que les vêtements soient portés longtemps. D'autant plus quand on sait qu'à l'origine, les jeans étaient des pantalons de travail en coton robustes et résistants (voir encadré page 22). C'est un film avec James Dean qui les a d'abord popularisés et en a fait le symbole de la jeunesse et de la rébellion. Et aujourd'hui encore, les jeans représentent la liberté: dans de nombreux bureaux, on ne les porte que lors des « vendredis décontractés » (ou *casual fridays*).

De nos jours, les jeans ont une durée de vie aussi courte que d'autres vêtements. Selon une étude italienne, ils sont portés en moyenne pendant neuf mois. Je voulais fabriquer un produit qui puisse être porté longtemps. Et je voulais que ma clientèle me renvoie les pantalons à la fin de leur cycle de vie pour que je puisse les recycler.

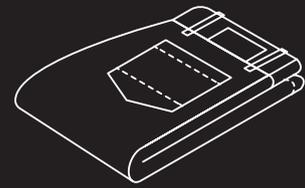
Pour la plupart des jeans, cela n'est pas possible car ils contiennent du polyester et d'autres matériaux qui réduisent leur durée de vie. Le look usé de ces jeans

vendus délavés et qui semblent avoir déjà été portés raccourcit encore leur longévité. Le sablage dégrade déjà le tissu dans la production.

Mon idée était de fabriquer un produit qui soit éthique sous tous les aspects: sur le plan écologique, pour les travailleuses et travailleurs, et pour les consommateurs et consommatrices. Notre objectif n'est pas seulement de vendre. Notre message est le suivant: n'achetez des jeans que quand vous en avez besoin. C'est notre stratégie.

Puis le Covid est arrivé, et tout a changé. Nous avons fermé notre boutique en ligne parce que les gens n'avaient plus besoin de jeans mais pouvaient rester toute la journée en pyjama. Pour les autres entreprises, c'était totalement différent: elles ont vendu en ligne plus que jamais. Ce qui a eu des conséquences désastreuses pour toutes les personnes travaillant dans la logistique et qui ne pouvaient justement pas rester en pyjama à la maison: selon une enquête d'un syndicat, elles étaient beaucoup plus à risque de contracter le Covid.

Nous n'étions pas concernés par cet aspect. Mais nous avions besoin d'argent puisque nous avions lancé notre production. J'avais aussi une famille et quatre enfants à nourrir. Alors j'ai cherché des investisseurs inté-



L'histoire du jean

Il y a 150 ans, le 20 mai 1873, le commerçant de tissus Levi Strauss et le tailleur Jacob Davis déposaient aux États-Unis un brevet sur un pantalon de toile aux poches renforcées par des rivets en cuivre. Avant cela, les chercheurs d'or se plaignaient que leurs poches se déchiraient trop facilement.

Strauss et Davis ont rapidement confectionné ces pantalons en denim, un solide tissu de coton teint en bleu. Ce nom est dérivé de «sergé de Nîmes», une toile française tissée à Nîmes depuis 1557, initialement pour des vêtements de travail.

Le terme de «jean», qui s'est imposé plusieurs décennies plus tard, est quant à lui lié à une autre ville, Gênes en Italie, car c'est depuis ce port que le tissu était alors exporté.

ressés par des placements durables. J'en ai trouvé dix qui ont finalement investi dans Bego Jeans et sont devenus partenaires. En 2021, nous avons repris la production et avons continué de chercher à convaincre d'autres entreprises de notre philosophie et de notre modèle.

Et ce n'est pas une mince affaire dans un pays où 50% des personnes actives dans l'industrie textile ont des relations de travail précaires et ne bénéficient donc d'aucune protection en termes de droits sociaux et du travail. C'est pourquoi nous insistons tellement, auprès de nos partenaires potentiels, sur le versement d'un salaire vital et la sécurité dans les usines. Sans cela, je ne pourrais pas défendre nos produits. Pour l'instant, nos jeans ne sont pas encore vendus en Suisse.

Pour que la situation évolue vraiment, il faut que des décisions soient prises au niveau politique, comme la nouvelle loi sur la responsabilité des multinationales, que l'UE veut introduire en 2024 et qui comprend un devoir de diligence raisonnable et un mécanisme de mise en œuvre. Les grandes marques ont au mieux tendance à développer des produits durables qu'elles utilisent pour faire du *greenwashing*. Il leur est bien égal de vendre ou non de tels produits de niche. L'essentiel est qu'ils soient bons pour leur image. »

Erratum

Magazine n° 41, avril 2023

Dans le magazine n° 41, deux erreurs se sont glissées. Contrairement à ce que nous indiquions dans l'infographie du réseau Rosneft, Coral Energy n'a pas remplacé Proton Energy pour la distribution en Ukraine de diesel et de gaz naturel liquéfié. Elle a participé à l'appel d'offres organisé par Rosneft, mais c'est au dernier moment une autre société qui a obtenu le marché. Enfin, Coral Energy assure ne pas louer d'entrepôts pétroliers aux Émirats arabes unis. Nous avons corrigé ces éléments en ligne et dans le PDF du magazine sur notre site.

Action de rue pour un accès équitable aux médicaments



En marge de l'Assemblée mondiale de la santé, l'équipe et les bénévoles de Public Eye ont organisé, le 24 mai dernier, en collaboration avec Health Action International, une action de rue sous le slogan « Health is not a game », pour rappeler que la santé n'est pas un jeu.

Si le président de la Confédération Alain Berset a ouvert l'assemblée en plaidant pour « la santé pour tous », la réalité est tout autre : pendant la pandémie, la Suisse a activement défendu les privilèges des multinationales de la pharma et entravé un accès équitable aux technologies de lutte contre le Covid-19. Le Conseil fédéral veut en outre ancrer dans la

loi des rabais secrets sur les prix des médicaments, ce qui renforcerait encore le pouvoir des multinationales.

Or pour garantir un accès universel aux médicaments, il faut plus de transparence – et pas moins. La Suisse refuse d'adopter une réglementation contraignante et les pharmas profitent du système. Cela a été une fois de plus mis en évidence avec la gestion catastrophique de la pandémie – les populations des pays du Sud n'ayant notamment pas eu accès aux vaccins, ou seulement très tardivement – et les énormes profits enregistrés par les multinationales pendant cette période. ■

« Congo Hold-up » : le parquet fédéral ouvre une enquête

Le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête en réaction à une dénonciation pénale adressée en juillet 2022 par Public Eye, avec la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF) et l'association UNIS. Celle-ci s'appuyait sur les révélations de notre enquête « Congo Hold-Up », publiée fin 2021. Fruit d'une alliance inédite de 19 médias internationaux et 5 ONG, elle avait montré la possible implication d'UBS dans le blanchiment de fonds publics congolais détournés par le clan de Joseph Kabila, l'ancien président de la République démocratique du Congo (RDC).

Le parquet fédéral a confirmé à Gotham City l'existence d'une « instruction pénale contre inconnus ». Il s'agit de la troisième procédure ouverte en Europe dans le sillage de « Congo Hold-up ». En juin 2022, le Parquet national

financier français a lancé une enquête préliminaire pour des faits présumés de « blanchiment aggravé » en lien avec la banque BGFI. En Belgique, une instruction pour « corruption d'agents publics étrangers » vise l'homme d'affaires belge Philippe de Moerloose. Ce proche de Kabila avait reçu, en 2012 et 2013, 19 millions de dollars d'origine douteuse sur ses comptes UBS à Zurich et Genève, comme nous l'avions découvert.

Grâce à la plus grande fuite de données sur le continent africain, « Congo Hold-up » a révélé les mécanismes ayant permis au clan Kabila de siphonner au moins 138 millions de dollars des caisses de l'État entre 2013 et 2018, soit l'équivalent de 250 000 ans de salaire moyen en RDC. C'est désormais au tour de la justice de déterminer les responsabilités. ■

Journée d'action nationale #StopCharbon

Le samedi 22 avril, à l'occasion du Jour de la Terre, les groupes régionaux de Public Eye ont mené des actions dans plusieurs villes pour sensibiliser la population sur le rôle majeur de la Suisse dans le commerce international du charbon. Les bénévoles ont récolté de nombreuses signatures pour notre pétition « Crise climatique: la Suisse doit cesser le commerce de charbon », qui sera remise le 27 juin à Berne.

Stands d'information avec une roue de la fortune, habits de mineurs, dessins à la craie ou encore tas de charbon à même le sol: les groupes régionaux de Bâle, Berne, Genève, Neuchâtel, Vaud, Winterthour et Suisse centrale

ont fait preuve d'une grande créativité. Dans plusieurs villes, une collaboration a eu lieu avec des groupes locaux des Grands-parents pour le climat et de la Grève du Climat. Nous remercions de tout cœur nos bénévoles pour leur précieux soutien! ■



Pour en savoir plus sur le commerce de charbon en Suisse:
publiceye.ch/charbon-suisse





© Maxime Ferréal



© Philippe Karam



© Julien Maillard



© Julien Maillard

Commémoration : plus jamais de Rana Plaza !



Le 24 avril, nous avons commémoré les dix ans de l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées en silence à Berne à la mémoire des victimes de la tragédie. La commémoration a été organisée par la Campagne Clean Clothes Suisse, avec le soutien de Public Eye, ainsi que plusieurs autres organisations dont Brücke Le Pont, Fashion Revolution, la Fédération romande des consommateurs, Magasins du Monde, Solifonds, Solidar, le syndicat Unia et Walk-in Closet Suisse. L'effondrement du Rana Plaza a entraîné la mort de 1138 personnes et en a blessé plus de 2000. Encore aujourd'hui, les conséquences sociales et médicales du drame se font terriblement ressentir.

Afin d'éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise et pour que les travailleuses et travailleurs du textile n'aient plus à craindre pour leur vie et puissent vivre dans la dignité, nous devons toutes et tous rester mobilisé-e-s. L'histoire a montré que l'on ne peut pas compter sur la bonne volonté des marques pour faire évoluer la situation. Les autorités politiques doivent réglementer le secteur de la mode. ■



Engagez-vous au sein
d'un groupe régional :
publiceye.ch/groupe-regionaux

Mammut se décide enfin à signer l'accord international

Après des années de pression de la part de Public Eye et de la Campagne Clean Clothes, la marque Mammut a enfin décidé, en avril 2023, de signer l'Accord international pour la santé et la sécurité dans l'industrie textile. Ce texte reprend les éléments essentiels de l'accord pionnier sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh, qui avait été signé en 2013 :

- une surveillance indépendante et un contrôle du respect des consignes de sécurité ;
- un engagement à payer des prix d'achat suffisants pour garantir la sécurité dans les fabriques ;

- un engagement à mettre un terme aux activités commerciales avec les usines qui ne respectent pas les règles de sécurité prévues par l'accord ;
- et surtout le caractère juridiquement exécutoire des engagements des enseignes de la mode.

Après Coop, Migros, Tally Weijl et Triumph, Mammut est la cinquième enseigne suisse à signer cet accord international. La majorité des marques suisses continuent cependant de fuir leurs responsabilités. Public Eye appelle toutes les enseignes suisses, dont Chicorée, Intersport, Manor et Zebra, à signer l'accord international. Plus personne ne devrait mettre sa vie en danger pour fabriquer nos vêtements.

Le mot du moment

Un autre regard sur l'actualité de Public Eye



Le chlorothalonil fait partie de la grande famille des pesticides dont la prononciation est aussi ardue que l'utilisation est dangereuse. C'est pour cela (ses risques écologiques et sanitaires, donc, pas sa prononciation...) qu'il a été interdit en 2019, en Suisse comme dans l'UE. Alors, me direz-vous, comment le nom d'un produit banni depuis plusieurs années a-t-il pu se hisser au rang de « mot du moment » ? Si la question peut paraître judicieuse, elle trahit une certaine naïveté vis-à-vis de la législation qui « encadre » (avec de bons gros guillemets) le business juteux des pesticides.

Car si le chlorothalonil est bel et bien proscrit dans nos champs, il est encore tout à fait légal d'en exporter depuis la Suisse et l'UE vers des pays où son utilisation est (encore) autorisée. Alors de deux choses l'une : soit le produit perd de sa nocivité comme par magie en traversant les océans, soit les géants de l'agrochimie

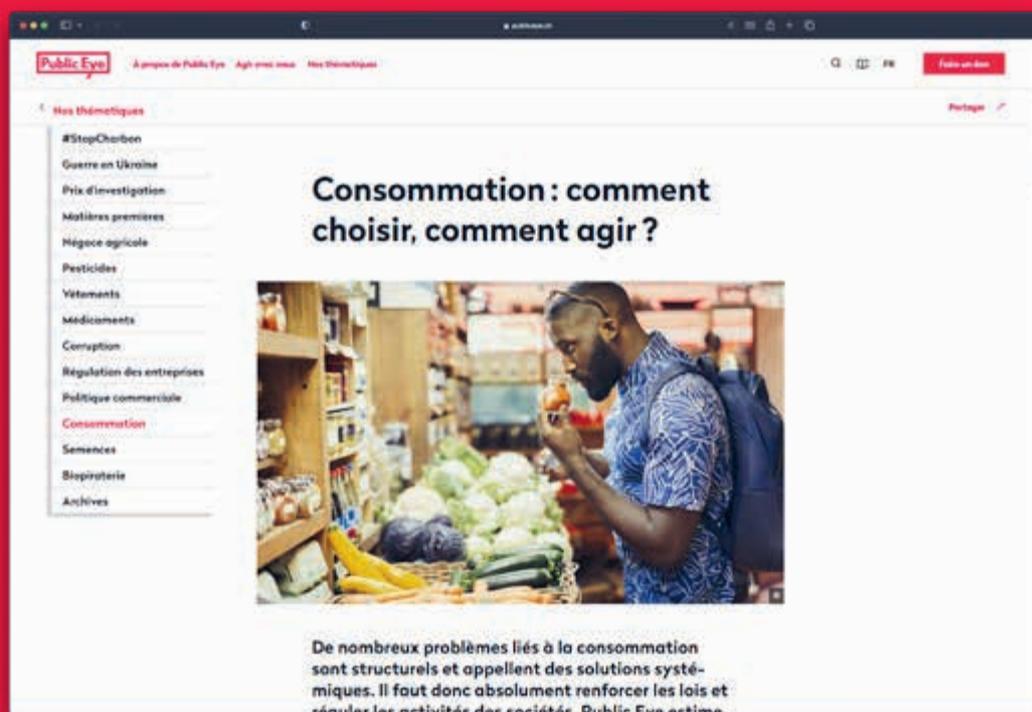
estiment que les risques qu'il présente ici sont tout à fait tolérables dans les pays du Sud, principaux destinataires de ces exportations toxiques.

Les nombreuses preuves démontrant que le chlorothalonil pollue gravement les sources d'eau auraient pourtant dû mettre la puce à l'oreille des fabricants, mais la soif de profit semble avoir pulvérisé leur éthique. Et quand on sait que ce fongicide est considéré par l'OMS comme un « cancérigène présumé », on ne peut que se demander par quel tour de passe-passe Syngenta et consorts arrivent encore à justifier leurs exportations. Mais à quoi bon se justifier tant qu'on a la loi de son côté...

Pour une analyse plus sérieuse du scandale des exportations de chlorothalonil, rendez-vous à la page 4.

MAXIME FERRÉOL

Et pour étancher votre soif de connaissances : le site web de Public Eye



Découvrez notre site web publiceye.ch



En lisant notre magazine, vous suivez l'actualité de notre travail et découvrez nos reportages et enquêtes sur le terrain. Notre site web vous propose aussi une vaste palette d'informations, comme des dossiers complets sur nos thématiques de travail. Par exemple, dans la partie « Regard critique sur la

consommation », vous trouverez nos dernières publications sur le sujet : des podcasts, des blogs ou encore un article sur les astuces employées par les boutiques en ligne pour nous pousser à consommer toujours plus. Nous vous présentons également nos prises de position sur les questions de consommation.

L'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises à l'étranger. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne
Tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch
Compte de dons IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5

publiceye.ch

[in](https://www.linkedin.com/company/publiceye_ch) publiceye_ch [ig](https://www.instagram.com/PublicEye) @PublicEye [fb](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse) @PublicEyeSuisse [yt](https://www.youtube.com/channel/UC...) @PublicEyeSuisse [tik](https://www.tiktok.com/@publiceye.ch) @publiceye.ch



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye